

Altermondialisme et marxisme

Au Forum social européen de Malmö une série de séminaires ont été organisés par Transform! ou par ses partenaires. Les quatre articles qui suivent ont été communiqués pour l'un de ces séminaires : « Marxisme et Altermondialisme ».

L'importance du marxisme aujourd'hui

Jorge Martín

Tendance marxiste internationale

Il y a presque 20 ans, après l'effondrement du stalinisme en Russie et en Europe de l'Est, la classe dirigeante a lancé une campagne sans précédent de propagande contre les idées du marxisme. « Le socialisme a échoué », « il n'y a pas d'alternative », sont quelques-uns des refrains communs de cette campagne. Aujourd'hui, ces idées ne sont pas aussi populaires et les chantages du capitalisme ne sont pas aussi euphoriques mais, à l'époque, leur propagande a eu un impact. De nombreux dirigeants des partis et des mouvements de gauche y ont été très sensibles ; certains ont même quitté le navire et ouvertement rejoint le camp bourgeois.

Toutefois, le capitalisme n'a pas été en mesure de résoudre ses contradictions fondamentales et, lentement mais sûrement, une nouvelle vague de luttes a débuté. L'élection de Chavez au Venezuela en 1998, les manifestations anti-capitalistes de Seattle en 1999, le soulèvement en Équateur en 2000, la guerre de l'eau à Cochabamba en Bolivie la même année, les manifestations massives dans le monde entier contre la guerre en 2003, tout cela a marqué le début d'une reprise du mouvement des travailleurs, des paysans et des jeunes. Dans les pays capitalistes avancés,

le rejet confus et instinctif du capitalisme et de ses conséquences a créé un mouvement, principalement chez les jeunes, que certains ont appelé « altermondialisme ».

Cette nouvelle vague de luttes a débuté précisément à un moment où l'autorité du marxisme était au plus bas. Le mouvement, au début, a été nécessairement confus dans ses objectifs, ses idées, ses méthodes, ses structures, etc. Mais peu à peu les choses sont devenues plus claires. En 2005, le Président Chávez a déclaré publiquement que « dans les limites du capitalisme, les problèmes de l'inégalité, de la pauvreté et de la misère des masses ne peuvent pas être résolus » et pour la première fois il a soulevé l'idée du socialisme comme étant la voie à suivre.

Il est maintenant temps de reprendre les idées du marxisme et de parler clairement. Ce contre quoi nous nous battons est le capitalisme et l'impérialisme. Ce que nous voulons, c'est la transformation socialiste de la société. La classe ouvrière, en raison de la place unique qu'elle occupe dans la production capitaliste, est la seule classe capable de conduire cette révolution.

Certains font valoir l'idée que « le capitalisme a changé » depuis l'époque de Marx et de

Lénine. C'est vrai. Le capitalisme a certainement changé. Le capitalisme ne peut exister qu'en « révolutionnant constamment les moyens de production » comme le dit Marx. Toutefois, aucun de ces changements ne nécessite une révision des idées fondamentales du marxisme. Au contraire, les analyses les plus actuelles de la situation dans le monde (guerres impérialistes, crise de surproduction, domination du capital financier, précarisation du travail) se trouvent dans les pages du *Manifeste communiste*, de *L'impérialisme* de Lénine et dans les écrits des classiques marxistes. Et la meilleure analyse des raisons de l'effondrement de l'Union soviétique se trouve dans *La Révolution trahie* de Trotsky.

Les événements révolutionnaires ont lieu par vagues. Nous commémorons actuellement

le quarantième anniversaire de Mai 1968 qui a marqué le début de la vague précédente, quand des millions de travailleurs ordinaires et les jeunes du monde entier ont cherché à prendre d'assaut le ciel. Cette vague a été défaite en l'absence d'un véritable *leadership* révolutionnaire. Des dizaines de milliers des meilleurs militants de la meilleure classe ouvrière l'ont payé de la prison, de la mort, de la torture et de la désillusion. Maintenant qu'une nouvelle vague révolutionnaire a commencé (à partir de l'Amérique latine, mais s'élargissant au monde entier), nous devons veiller à ce que nous nous armions nous-mêmes des idées révolutionnaires du marxisme et nous devons la conduire à la victoire. Le choix est entre nos mains, l'alternative est le socialisme ou la barbarie.

Altermondialisme et marxisme

Christophe Ventura

Membre d'Attac France et de l'association Mémoire des luttes ; co-auteur de *En finir avec l'eurolibéralisme*, Éditions des 1001 Nuits, Paris, 2008.

Le mouvement altermondialiste est un « mouvement de mouvements » né après la chute du Mur de Berlin. Il rassemble, depuis le début de la crise du Consensus de Washington (rejet des accords de libre-échange au Mexique en 1994 par le mouvement zapatiste, crises financières asiatiques de 1997, échec de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce en 1999, etc.), une galaxie d'organisations et de réseaux caractérisée par une grande diversité de traditions et de pratiques politiques et philosophiques.

Le « consensus altermondialiste » a été scellé autour de l'identification, par tous ces acteurs, d'un adversaire commun et homogène : le néolibéralisme. C'est précisément

ce concept qui est aujourd'hui en crise profonde du fait de celle du système capitaliste. La crise du néolibéralisme et de ses institutions internationales se vérifie sur tous les plans.

Alors que cette situation devrait renforcer la cohésion et la visibilité du mouvement altermondialiste, elle l'ébranle et révèle différentes contradictions en son sein, tant du point de vue des analyses de la mondialisation et des alternatives à lui objecter que des stratégies à lui opposer. Cela s'explique par le fait qu'il est plus simple et plus mobilisateur de lutter contre un sujet hégémonique qui incarne la cohérence d'un modèle que contre un système en crise qui crée de nombreuses contradictions en son sein, ces dernières ravivant également celles de ses contestataires...

Que peut nous enseigner le marxisme dans ce nouveau contexte ?

Nous mentionnerons deux pistes non exhaustives :

- Au-delà de la simple critique de l'« idéologie néolibérale », le marxisme nous rappelle que c'est le rapport de forces entre le capital et le travail qui est la source de l'évolution du capitalisme. C'est donc dans l'analyse de classes qu'il faut chercher les voies d'une critique structurelle de ce système. Se poser de nouveau la question des classes, c'est se poser celle des alliances à bâtir avec les classes populaires pour construire une nouvelle hégémonie politique. Cette réflexion est restée sous-traitée par notre mouvement depuis son apparition. Le marxisme nous invite à radicaliser nos luttes et nos objectifs.

- L'histoire du marxisme nous montre également que l'évolution d'un mouvement contestataire contient toujours en germes la question de son passage du « social » au « politique ». Le marxisme a participé, à travers un débat conflictuel au sein des forces intellectuelles des socialismes du 19^e siècle, à la construction d'un projet directement politique prolongeant les mobilisations sociales de la classe ouvrière. Ce défi est aujourd'hui celui de notre mouvement. Il entre dans sa phase « post-altermondialiste »¹.

1. Lire les contributions au colloque « Altermondialisme et post-altermondialisme » tenu à Paris le 26 janvier 2008 : www.medelu.org. Il a été organisé par l'association Mémoire des luttes et la revue internationale *Utopie critique*.

Forums sociaux et besoin de nouvelles dynamiques

Elisabeth Gauthier

membre du « managing board » de Transform!, directrice d'Espaces Marx

Dix ans après Seattle, les enjeux auxquels le mouvement altermondialiste et ses différentes composantes¹ sont confrontés ont radicalement changé. Le développement de la crise comme crise globale (financière, immobilière, alimentaire, énergétique, sociale, relations internationales...) ne prend pas au dépourvu ce mouvement qui a durant ces années travaillé sur ces thèmes. Mais la nature, l'ampleur de cette crise et les développements et conséquences dont il est encore difficile de prendre la mesure constituent un défi sans précédent pour le mouvement altermondialiste comme pour toute la gauche. C'est le moment d'un travail intense et cela nécessite de se mettre en question. Mais c'est aussi le moment de chercher à relancer une dynamique. D'autant qu'une crise de cette

ampleur ne produit pas automatiquement une contestation se situant à gauche mais peut générer des populismes et autoritarismes de droite.

L'approche « antilibérale », le fonds commun appelé « consensus altermondialiste » a maintenant clairement atteint ses limites et doit évoluer, face à la crise, dès lors qu'on est à la recherche d'une nouvelle dynamique du mouvement. Il ne suffira pas non plus de passer d'anti-libéralisme à anti-capitalisme. Dans la mesure où la crise est globale et systémique – avec ses retombées dramatiques pour les peuples – il s'agit de travailler concrètement ce que veut dire un « autre monde est possible ». Avancer dans cette voie oblige à un examen critique des acquis et insuffisances du mouvement altermondialiste.

L'identification du rôle destructeur des marchés financiers, des politiques néolibérales et des institutions internationales au service de la soumission du monde aux intérêts financiers a permis de construire une analyse cohérente et une base pour des actions multiples. Les batailles contre la « marchandisation du monde », la libre concurrence, le pouvoir des marchés, la guerre, pour les biens communs, les droits humains ont marqué des points.

Mais il est un point aveugle qui risque de devenir fatal dans le contexte d'aujourd'hui. On ne peut se limiter à la sphère de la circulation des capitaux, on doit se pencher sur le mode de leur accumulation. Dans la mesure où la crise est visiblement globale, sa critique doit s'approfondir pour devenir également « globale ». Il s'agit de comprendre les transformations du capitalisme depuis une trentaine d'années ayant conduit à cet ensemble de crises. Car, au-delà des crises apparentes, nous sommes confrontés à un changement du mode d'accumulation et de production, débouchant sur une crise aiguë des rapports sociaux, du travail. Or, dans le mouvement altermondialiste, le rapport entre financiarisation de l'économie et transformation des rapports sociaux n'a pas été au cœur des débats. Si les transferts massifs des richesses du travail vers le capital font l'objet des études des altermondialistes, l'articulation de la sphère de la distribution et de la circulation avec la sphère de la production n'est, jusqu'à présent, pas au centre des réflexions communes alors que certaines forces participant au mouvement altermondialiste y prêtent une grande attention. Vouloir débattre de l'autre monde possible au moment de la crise aiguë et globale nécessite une critique plus complète des contradictions fondamentales et un travail approfondi quant aux alternatives, ce qui suppose un dépassement des approches altermondialistes habituelles.

S'il est indispensable de valoriser tout ce qui peut être proposé pour faire reculer les pouvoirs des marchés financiers, il s'agit en même temps de limiter ceux des actionnaires sur les salariés et

de se battre contre le paiement de la crise par les peuples, et notamment les classes sociales les plus dominées et exploitées. Il ne suffit plus de vouloir « bloquer » les politiques néolibérales, au moment où des dirigeants politiques développent de nouvelles interventions étatiques afin de sauver le système et sa logique, et de réduire sur le dos des contribuables et salariés les frais des destructions massives.

Penser avec Marx, au vu de ces défis, peut aider. La démarche de l'économie politique vise à élucider ce qui régit le réel, derrière l'apparence des choses ; il devient ainsi possible de décortiquer les changements intervenus dans le mode d'accumulation et d'exploitation depuis une trentaine d'années, avec les conséquences que cela produit sur les rapports sociaux, les consciences, les rapports de forces entre capital et travail, les réalités idéologiques et politiques, l'espace public, les relations internationales. À partir d'une telle optique, la crise du mode de production, la crise du travail, la crise sociale prennent leur véritable relief et ne peuvent plus être subordonnées à ce qu'on appelle de façon trop imprécise « crise financière ». Trop souvent l'expression « crise systémique » n'est pensée que comme crise du système financier, alors que la crise est celle d'un mode de production et de reproduction, celle du capitalisme dans sa phase financiarisée et mondialisée.

Cette façon de voir ouvre de nouvelles pistes de travail pour les altermondialistes ; je voudrais tenter de les développer en deux directions.

Une approche à partir d'une analyse basée sur la confrontation capital/travail permettrait de répondre à certaines difficultés du mouvement et d'apporter des réponses fortes susceptibles de rassembler davantage les groupes sociaux, plutôt que des analyses séparant les thématiques, les catégories sociales.

La déstabilisation très rapide du travail et du salariat produit en même temps la désagrégation des systèmes de protection sociale et de recettes publiques basés sur le travail et a des conséquences sur le secteur public, les principes

de solidarité, les fondements des sociétés, la fonction de l'État. Il s'agit des nombreuses facettes du processus de financiarisation du capitalisme qui malmène les entreprises, le travail, à commencer par les plus vulnérables : migrants, femmes, jeunes. La précarisation (touchant dans l'UE déjà 40 % des salariés) devient un nouveau mode de domination et accélère les retombées de la crise sur les salariés par manque de protection. Ce chiffre est à rapprocher des 8,6 points du PIB perdus par le travail au profit du capital en 13 ans. Redistribution et suraccumulation font croître les flux financiers, ce qui se retourne contre les sociétés.

Analyser ces processus dans leur cohérence et globalité permettrait de construire des campagnes et mobilisations plus communes en dépassant l'addition d'objectifs portés par des forces trop séparées les unes des autres. Une telle approche permettrait de construire autrement les forums sociaux, non à partir des catégories « chômeurs », « salariés », « précaires », etc., (en reproduisant sans le vouloir les divisions dans la société), mais à partir de la confrontation avec la « précarisation comme nouveau mode de domination » – ce qui favoriserait une convergence organique et pas seulement volontariste et donc fragile. Il s'agirait d'élaborer, dans un commun effort, des campagnes véritablement communes et riches de la diversité des aspects apportés par les différentes composantes du mouvement.

Dans une optique renouvelée, la question « du politique » se modifie également, non en raison d'une option préalable, mais par déduction, à partir d'une analyse cohérente de la confrontation en cours.

Dans la phase du capitalisme financiarisé, déchaîné, non seulement le travail, mais aussi la société, le secteur public, la démocratie sont minés, les rapports de force dégradés au détriment des peuples, des citoyens. Si le mouvement altermondialiste peine depuis longtemps à trouver les moyens de mettre

en œuvre une nouvelle articulation entre les résistances et la construction d'une alternative réelle, cette question revêt dans le contexte actuel une toute nouvelle urgence. Se limiter à viser des contre-pouvoirs est dépassé. Cela ne signifie pas pour autant qu'il s'agirait d'aller dans le sens d'un ralliement à des forces politiques existantes, ce qui ne permettrait pas de faire grandir les forces de changement. Le mouvement altermondialiste n'a pas à régler les problèmes de la gauche mais il pourrait chercher à sortir d'une attitude qui se limite à interpeller les forces politiques. Il pourrait pousser les débats aujourd'hui nécessaires, stimuler ce qui va dans le sens de la rupture avec la logique du système en crise et refuser ce qui tendrait à le « réparer » ou l'accompagner. Maintenir la traditionnelle division du travail entre « mouvements » et « politique » ne peut plus suffire aujourd'hui, tant la crise à gauche est profonde, tant les enjeux sont devenus explosifs, tant les questions à débattre au sein des sociétés doivent être politisées – une exigence fréquemment exprimée au FSE à Malmö – pour favoriser des prises de conscience, des meilleurs rapports de force, une plus grande efficacité du mouvement.

Les questions idéologiques traversant directement le champ politique (la bataille pour l'hégémonie culturelle et politique ; les raisons des réussites des forces de droite et des échecs et faiblesses des forces de gauche) ne sont pas non plus réservées aux militants politiques. « Un autre monde est possible » et, ô combien !, nécessaire. Cet objectif suppose dans le contexte d'une crise globale une grande offensive populaire concernant la nature de l'intervention politique, autour de l'exigence d'une nouvelle politique multidimensionnelle de « démocratie économique », d'une transformation des pouvoirs et des rapports entre politique et économie. Ce qui ouvre de nouveaux chantiers pour le mouvement altermondialiste. Poser la question des pouvoirs à partir de la confrontation entre capital et travail, capital et société permettrait par ailleurs de sortir d'une difficulté

sur la question de la place des nations. Dès lors que l'analyse des pouvoirs met au centre le sens de la confrontation qui est le même au niveau national, de l'entreprise, de l'Europe, du monde, le fait national ne s'oppose plus au fait européen.

Dans de nombreux pays et dans les grandes régions comme l'Union européenne ou en Amérique latine se développe la recherche de nouveaux types d'alliances entre forces de nature, de tradition, de composition différentes. Comment rassembler dans une unité politique différentes forces en lutte pour une société nouvelle, telle est la question². La constitution de fronts pouvant unir en faveur d'objectifs communs des acteurs fort différents semble être une piste intéressante car souple, évolutive et respectant l'autonomie de chaque composante.

Beaucoup dépendra dans la prochaine période du niveau de la crise et de celui de la riposte populaire. Différentes tentatives ont été faites dans la dernière période pour proposer des évolutions, sous la désignation de « postaltermondialisme » (Bernard Cassen/ Christophe Ventura), par la proposition de faire évoluer les forums sociaux afin d'y favoriser des « coopérations renforcées » en fonction d'affinités (Pierre Khalfa); un débat stratégique

est ouvert par le Conseil international du FSM. Les forums sociaux sont des espaces publics auto-organisés, des formes dynamiques, évolutives³ et peuvent parfaitement accueillir de nouvelles fonctions dès lors que les forces organisatrices l'admettent.

Notes

- 1 J'utilise l'expression « mouvement altermondialiste » et non « altermondialisme », dans la mesure où il s'agit d'un regroupement de forces très variées ayant pour certaines de longues traditions propres, et qui acceptent de coopérer sous de formes diverses afin d'affronter la mondialisation progressant sous la domination des marchés financiers et du néolibéralisme.
- 2 Javier Navascues, « Nouvelles de nulle part : budgets participatifs et transformation sociale ». Revue *Transform!* 02-2008.
- 3 Elisabeth Gauthier, « De nouvelles formes de coopération, de recherche de convergences et de prises d'initiatives, de nouvelles pratiques ». In: Patrick Coulon (coord.), *Démocratie participative et transformation sociale*. Espaces Marx/Syllepse, Paris 2008.

Nouveaux mouvements sociaux, altermondialisme et marxisme

Alexander Buzgalin

Professeur d'économie à l'Université d'État Lomonossov de Moscou, rédacteur en chef de la revue *Alternatives* (Russie)

Ce n'est qu'au début du 21^e siècle que les différents mouvements de lutte pour un autre monde se sont donné le nom d'altermondialisme. Il existe d'autres noms, mais l'essentiel est commun : des actions de protestation de masse (contre le G-8 et l'OMC, « les guerres locales », le réchauffement planétaire...) et, simultanément, les forums sociaux (mondiaux, continentaux, nationaux et même régionaux) ont montré qu'un tel mouvement existe. Les peuples ne sont pas seulement des marionnettes entre les mains du capital mondial. Ils (Nous!) nous disposons de nos solutions de rechange – intellectuelles et pratiques – et de capacités d'auto-organisation pour montrer que nos slogans « un autre monde est possible » et « le monde n'est pas à vendre » ne sont pas que des mots ; un large éventail des programmes de notre mouvement a émergé de plus de cent forums sociaux et rencontres diverses.

Traditionnellement, le marxisme classique est très souvent associé à l'idée de lutte des classes, au rôle révolutionnaire du prolétariat dirigé par le parti d'avant-garde avec l'objectif de se débarrasser du mode de production capitaliste et d'en construire un nouveau, une société socialiste. Ce modèle de marxisme, dit « orthodoxe », était très populaire à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle. Plus tard, le stalinisme a répandu une forme beaucoup plus primitive et brutale, dite « marxisme-léninisme », qui est devenue la base théorique et idéologique du système soviétique autoritaire. Mais Marx lui-même (et sous certains aspects Lénine) a donné une théorie beaucoup plus complexe du mouvement vers une société nouvelle, vers la

« liberté réelle », qui est un refus dialectique, positif, non seulement du capitalisme mais de toutes les formes d'aliénation. Ces idées ont été essentiellement développées par les marxistes occidentaux et les marxistes soviétiques critiques dans la seconde moitié du siècle passé et au cours des dernières années.

Si nous laissons de côté le modèle stalinien et si nous comparons les formes « orthodoxes » du marxisme avec les principes et les formes d'organisation du mouvement altermondialiste, nous constaterons des différences évidentes et très importantes. Mais si nous comparons le marxisme critique moderne et la pratique de l'altermondialisme, les différences ne seront pas aussi spectaculaires.

Dans ce cadre, le mouvement altermondialiste est devenu la « négation de la négation » des « vieilles » forces de gauche. La crise de la gauche après l'effondrement de l'URSS a été dépassée par l'altermondialisme. Ce mouvement développe de façon dialectique de nombreuses caractéristiques de la « nouvelle » (aujourd'hui plus si nouvelle) gauche anti-stalinienne de la fin des années 1960. Nous utilisons un grand nombre de ses idées et de ses objectifs programmatiques. Mais on note aussi des différences sensibles.

Les nouveaux mouvements sociaux et les ONG impliquées dans les réseaux altermondialistes ont de nouveaux principes d'organisation importants (ou plutôt d'auto-organisation), différents du modèle européen de parti de gauche au 20^e siècle. Ils sont fondés sur la volonté impérative de critiquer toutes les formes de ce qu'on appelle le « Royaume

de nécessité » : non seulement l'exploitation capitaliste « classique » mais aussi toutes les formes d'aliénation de l'être humain dans les champs du travail et de la culture, de la société et de la nature... L'altermondialisme est la réponse d'opposition mondiale aux défis de notre époque concernant les nouveaux problèmes mondiaux et les nouvelles formes d'organisation technologique, économique et sociale (fondées sur la connaissance, réseaux), la genèse (mais seulement la genèse!) de ce qui devient réalité.

C'est la raison pour laquelle les nouveaux mouvements agissent en (1) associations ouvertes, sans adhésion, sur la base (2) d'un travail volontaire en commun (et non pas sur l'approbation de statuts et d'un programme formels) (3) sous des formes totalement transparentes (4) et très flexibles (ils passent rapidement d'une campagne, d'un forum, d'une action à l'autre), (5) avec un modèle d'interrelations en réseau au lieu d'une structure hiérarchique déterminée, (6) avec un dialogue à égalité des sujets (individus) au lieu d'une discipline des membres de l'organisation, (7) une démocratie de consensus et d'autogestion plutôt que la démocratie représentative traditionnelle, etc.

Bien sûr, ces principes d'altermondialisme sont une abstraction. Ils ne sont qu'en genèse et, dans la pratique, sont mêlés à des formes traditionnelles de hiérarchie, etc. En outre, dans la réalité, nos mouvements sont très fortement impliqués avec des partis et, généralement, nous n'avons pas de nouveaux mouvements sociaux « purs », mais le mélange de formes d'(auto) organisation semi-partis/semi-nouveaux mouvements sociaux.

L'altermondialisme est un phénomène dynamique récent, caractérisé par différentes contradictions internes et externes, par exemple entre les responsables et les participants occasionnels aux actions ; entre les riches ONG du Nord et les mouvements « pauvres » du Sud ; entre gauche radicale et gauche

sociale-démocrate... Ces contradictions sont bien connues. Nous cherchons et nous avons trouvé, en partie, différentes formes et divers mécanismes pour les résoudre.

Au cours des premières années du nouveau siècle, nous – les théoriciens et militants de ce mouvement – avons été optimistes. Mais ces deux ou trois dernières années montrent que les contradictions s'accroissent et que le mouvement lui-même ne progresse pas. Pourquoi ?

La réponse ne peut être que très complexe, c'est pourquoi je n'évoquerai que trois aspects du problème.

A) Le modèle traditionnel d'opposition de gauche, représenté en premier lieu par les partis socialistes et communistes, travaillant avec et au sein même des organisations et des mouvements sociaux, a été et est encore adapté au capitalisme « classique » et au capitalisme au stade monopoliste (phase qualifiée d'« impérialisme » par Lénine, Luxembourg et d'autres). De manière générale, le capitalisme moderne s'est éloigné de ce type de société bourgeoise. Mais une grande partie du monde non situé au Nord vit encore dans les conditions du capitalisme du début du 20^e siècle (la Russie en est un exemple clair).

B) Les nouvelles tendances du capitalisme au Nord ne sont pas du tout progressistes. Les États-Unis et même l'Union européenne régressent vers une sorte de modèle de capitalisme de type proto-empire. Ce type de capitalisme peut être caractérisé par (1) la domination de sociétés capitalistes transnationales de plus en plus concentrées et agressives, intégrées à des super-États (centres impérialistes) ; (2) un État semi-autoritaire où les manipulations politiques et idéologiques deviennent plus importantes que les procédures démocratiques, où la société civile joue un rôle de moins en moins important ; (3) le déclin de ce qu'on appelle « l'État-providence » et, avec comme conséquence de l'ensemble de ces tendances, (4) un conformisme accru de la population en même temps que des formes brutales (même

pré-capitalistes) de contradictions sociales. Tous ces facteurs conduisent à l'affaiblissement de la base sociale de notre mouvement et créent de nouveaux défis pour les contrer.

C) La troisième raison est subjective. Nous n'avons pas encore trouvé les formes pour résoudre les contradictions très importantes entre les partis de gauche et les nouveaux mouvements sociaux.

Mais, ne soyons pas trop pessimistes. Cette brève analyse montre que nous avons au moins un modèle théorique d'inter-relation entre ces deux acteurs, entre le modèle socio-politique du marxisme « orthodoxe », le marxisme moderne et d'autres théories de gauche, d'une part, et l'altermondialisme d'autre part. Pour simplifier, la réponse est la suivante.

À partir du moment où le monde (ou différentes parties du monde) est en train d'engendrer une organisation sociale en réseau fondée sur la connaissance avec une forte société civile, nous avons besoin du développement de nouveaux mouvements sociaux basés sur des principes d'association fonctionnelle, ouverte, flexible et transparente. Par ailleurs, à partir du moment où le monde (ou différentes parties du monde) vit dans les conditions de « l'ancien » impérialisme et/ou sous un « nouveau » proto-empire, l'opposition a besoin de se constituer en une force plus politique et mieux mobilisée, ce qui sera (et est en partie) la « négation de la négation » de l'ancien parti d'avant-garde (c'est-à-dire de la forme parti à la forme nouveau mouvement social à une nouvelle forme post-parti). Nous ne pouvons pas encore donner de modèle concret de telles formes d'organisation socio-politique post-partis, mais l'expérience positive de quelques organisations de la gauche dans l'UE et en Amérique latine montre que des groupes politiques de militants (qui peuvent être petits ou aussi gros qu'un parti « normal ») fonctionnent comme les acteurs les plus puissants, le cœur moral, les auxiliaires intellectuels du (des) mouvement(s) sans tenter d'en être LE chef de file ; de tels groupes peuvent

être une réponse adaptée aux défis modernes mentionnés ci-dessus.

Et enfin, une proposition. Il est temps maintenant d'avancer concrètement et de consolider les résultats des travaux théoriques précédents. Le monde devient plus dangereux de mois en mois, de jour en jour, et l'opposition peut prendre autant de retard à s'organiser que nous en avons à la fin des années 1980 quand nous n'apportions pas de réponse au défi posé par l'échec de l'Union soviétique et que nous nous trouvions en grande difficulté.

Concrètement, nous devons dès que possible réunir les dirigeants (1) des principaux nouveaux mouvements sociaux et des ONG progressistes, (2) des partis de gauche prêts à participer à la lutte véritable pour un nouveau monde et (3) des États qui ont déjà entamé cette lutte (avec succès et efficacité ? – deuxième question).

En ce qui concerne la théorie, nous devons dès que possible faire se rencontrer les intellectuels de gauche influents, ce qui contribuera à présenter systématiquement les principales questions, réponses, alternatives, les scénarios de développement du monde et les stratégies de gauche que ces intellectuels développent. Pas un seul avis. Mais systématiquement DES opinions.

PS. Les principaux aspects théoriques de ce texte sont présentés de façon plus complète dans le livre collectif : *Alterglobalism : New roads Towards New Socialism*. Moscou, 2006 (en anglais) ; certains chapitres du livre sont présentés sur le site : www.alternativy.ru (page en anglais).

Assemblée de la Charte des principes pour une autre Europe

Malmö, 28 septembre 2008

Après de nombreux séminaires et ateliers organisés par le réseau de la Charte en coopération avec d'autres réseaux et organisations, une assemblée s'est tenue dans le but de mutualiser les résultats des discussions et de faire un pas en avant dans l'analyse des questions européennes et l'élaboration de plates-formes de lutte contre les principes et les politiques de l'Union européenne.

80 personnes ont pris part à cette assemblée et beaucoup d'entre elles se sont exprimées lors de cette réunion qui a procédé à une évaluation du travail accompli et fait des propositions pour l'avenir. L'assemblée a été très utile pour informer sur les conclusions des séminaires et échanger nos avis sur la manière de procéder. Au cours du FSE de nombreux séminaires ont été consacrés au traité de Lisbonne, aux récentes condamnations de la Cour européenne de justice, à la directive du temps de travail hebdomadaire, au droit sociaux des travailleurs, à la BCE et la crise financière, à la citoyenneté européenne et aussi au déficit démocratique des institutions de l'UE, etc.

Une des préoccupations principales concerne la diffusion de la Charte (maintenant également traduite en allemand) : elle n'a pas suffisamment été diffusée alors qu'elle devrait circuler comme document de base alternative pour répondre à la crise provoquée par les Irlandais et le non au traité de Lisbonne, mais aussi en tant que cadre pour les campagnes qui ont été lancées à Malmö.

La Charte n'est pas une « bible » mais une proposition politique et culturelle visant à aider à la prise de conscience de la nécessité et de la possibilité d'une autre Europe entre les citoyens européens. Nous sommes tous d'accord sur

l'importance de l'élaboration de stratégies qui vont au-delà des frontières des États nationaux et pour faire face aux politiques antidémocratiques néolibérales des gouvernements et des élites technocratiques en Europe. L'assemblée a examiné en profondeur les différentes questions et défis auxquels nous sommes confrontés : le déficit démocratique et les nouvelles formes de gouvernance, le rôle de la BCE et la crise financière, la politique agressive de l'OTAN, les alternatives sociales et économiques centrées sur ce que nous avons en commun, les droits sociaux, les droits des travailleurs, la laïcité, la citoyenneté européenne de résidence.

Sur toutes ces questions, nous avons convenu de construire des alliances en vue d'élaborer des plates-formes avec d'autres réseaux, qui peuvent également représenter un pas en avant par rapport à l'analyse et les propositions de la Charte.

Plus précisément, l'assemblée a approuvé le projet d'organiser des campagnes.

- La démocratisation des institutions européennes, par exemple en redonnant plus de pouvoir législatif au parlement européen et plus de pouvoir au peuple avec la possibilité notamment de proposer des lois et des référendums (sur ce sujet il existe déjà un rapport). La réécriture de l'article 48 du traité sur l'Union européenne peut permettre au parlement européen de réviser les clauses des traités. L'assemblée a décidé d'organiser une campagne et une réunion à Bruxelles en mars 2009.

- La nécessité d'aller plus loin dans nos propositions pour les droits sociaux et droits du travail, afin de lutter contre les jugements réactionnaires de la Cour européenne de

justice qui « harmonise » la réglementation du travail vers le bas ; nous avons à proposer des mesures comme le salaire minimum européen, une sécurité sociale européenne, le droit à l'éducation et la formation tout au long de la vie, le droit des travailleurs à s'organiser et à négocier à tous les niveaux, sur la base d'une décision démocratique, la sécurité de l'emploi face à la précarisation, etc. Une Charte sociale européenne proposée par les mouvements est, peut-être, la meilleure façon de faire campagne sur ces questions.

– Au milieu de la crise financière, les gens seront encore plus conscients de la nécessité de mettre la BCE sous contrôle démocratique, afin d'orienter ses politiques dans le sens de la promotion sociale et de l'économie durable au lieu de sauvegarder les intérêts du pouvoir financier. L'assemblée a convenu de proposer aux autres réseaux l'élaboration d'une plateforme spécifique à ce sujet, et de proposer une manifestation contre la BCE à Francfort.

– De nombreuses interventions ont souligné l'importance de poursuivre les campagnes

organisées au niveau national, pour soutenir la laïcité contre ce que l'on appelle « laïcité positive », imaginée par le président Sarkozy et la hiérarchie catholique.

Il est utile de répéter que nous voulons organiser toutes les initiatives et les campagnes en coopération avec d'autres réseaux, et nous sommes intéressés à discuter la proposition d'un sommet alternatif au Conseil européen de Bruxelles en mars, qui, selon nous, n'est pas l'objet de toutes les initiatives européennes mais une bonne occasion de relancer la campagne pour une autre Europe.

Le réseau de la Charte se réunira régulièrement à toutes les assemblées européennes préparatoires au FSE, et l'assemblée de Malmö a proposé de se réunir à Paris le 5 décembre 2008, à la veille de la manifestation européenne contre la présidence française de l'UE.

Franco Russo

Animateur de la Charte des principes pour une autre Europe

Tous les documents sont consultables sur le site Web <http://www.europe4all.org>

La démocratie déclinée au FSE

Fait significatif, le thème de la démocratie s'est décliné de façon renouvelée et élargie lors du forum social européen de Malmö. Si l'analyse du concept, les échanges à partir des pratiques, des expériences se rapportant à la démocratie participative prennent une ampleur singulière, le thème de la démocratie économique fait son apparition.

C'est ainsi qu'à l'initiative d'Espaces Marx et du réseau Transform! un atelier s'est tenu avec comme intitulé : « La démocratie économique comme outil de lutte et d'alternative ».

Les quelques dizaines de participant-es ont échangé à partir d'interventions de syndicalistes, de militant-es, d'élu-es venant de Hongrie, d'Allemagne, de France, d'Argentine, d'Inde, de Suisse. On retiendra plus particulièrement les témoignages de deux syndicalistes d'AXA illustrant, à partir de leur vécu et de leurs engagements, l'ampleur et la difficulté de la tâche que se donnent ceux qui veulent faire entrer la démocratie dans leur entreprise et l'économie. Témoignage également remarqué, celui de P. K. Murthy, syndicaliste d'Inde, établissant

un comparatif stupéfiant et démonstratif des différences existant entre les délocalisations concernant l'industrie « high tech » et celles du textile : deux réalités basées sur le même principe mais aux conséquences sociales, économiques, voire culturelles différentes pour la main-d'œuvre ainsi exploitée.

Cet atelier lançait un processus de long terme (et particulièrement bien venu en ces temps de tempête financière et économique). On y travailla – entre autres – le concept de démocratie économique du local au global, les mutations du travail, de son organisation ; la place des salariés à l'entreprise, leurs droits et possibilités d'intervention. Les liens entre pouvoir économique et pouvoir institutionnel, l'intervention politique, le secteur public comme vecteur, comme pilier de démocratie économique, le secteur coopératif, les mutuelles et la démocratie économique, les nouveaux droits nécessaires pour les salariés afin de mieux contrôler et d'empêcher la financiarisation du capital, etc.

La séance consacrée à la démocratie participative montrait les différentes approches défendues par les intervenants. L'auteur de ces lignes argumentant particulièrement sur la nécessité – devant les attaques amplifiées contre la démocratie rencontrées un peu partout sur la planète – de ne pas s'enfermer dans le statu quo. Il appelait à oser innover en prenant appui sur les expérimentations en cours dans le mouvement social ou chez certains élus (notamment communistes). La philosophie d'une telle ambition s'appuyant sur le postulat du partage effectif et réel du/des pouvoir(s), du droit pour n'importe qui d'exercer ce pouvoir (y compris par tirage au sort).

Évidemment cela implique un rôle, une conception renouvelés de l'activité des partis politiques. L'auteur insistant sur la fonction d'aiguillon travaillant à permettre l'accès de tous les processus émancipateurs aux leviers effectifs de pouvoirs.

Patrick Coulon

Journaliste, membre de la direction d'Espaces Marx

Sciences et démocratie s'invitent au Forum Social Mondial

Si tout n'a pas commencé lors du conseil des ministres européens de Lisbonne en 2000, celui-ci a été un sérieux coup de projecteur et d'accélérateur des profondes modifications qui ont progressivement transformé la recherche scientifique pour la mettre en adéquation avec les nouvelles fonctions qui lui étaient dévolues par l'économie libérale. Il s'agissait de créer *la société et l'économie de la connaissance destinées à rendre l'Europe la plus compétitive*

du monde d'ici à 2010. De fait, cet objectif épelait et accélérerait ce qui caractérise l'évolution de la science depuis les années 1980. La science se trouve ainsi sommée de servir de pilier à l'économie libérale en alimentant l'innovation. Il n'est plus question de laisser les scientifiques piloter la recherche ; celle-ci se doit de devenir rentable et d'alimenter les profits industriels voire financiers. Cela signifie une profonde modification de la recherche par rapport à sa

place dans l'économie des 30 glorieuses, où le mot d'ordre était « la science trouve et la société utilise ». Mais seules quelques organisations et quelques scientifiques se sont alarmés de cette évolution. L'Europe était trop loin pour les uns, la science trop difficile pour les autres, la Commission européenne a eu le champ libre pour parachever une modification en profondeur de la recherche scientifique et de ses finalités, et les gouvernements ont rapidement rejoint le mouvement, notamment les gouvernements français, dont le dernier vient de mettre la main aux mesures qui finissent de mettre à genoux la recherche et l'université. Huit ans après le conseil de Lisbonne, le bilan est grave : non seulement en Europe mais dans tous les pays développés sévit la même dérive : restriction drastique des programmes de recherche fondamentale (sauf quelques programmes de très grand prestige) et transformation de la science en une technoscience destinée à répondre aux besoins de profits immédiats des multinationales (et je ne parle pas de la recherche militaire qui continue dans le plus grand secret et tient partout une place importante dans les budgets).

Du côté des sciences, les dégâts sont profonds, même si la plupart des scientifiques ne voient encore que la partie émergée de l'iceberg. L'attaque se fait sur tous les fronts. Précarisation des jeunes chercheurs, puis des autres personnels, pour les rendre dociles et malléables et permettre de les faire changer de projets au gré des besoins financiers et industriels, diminution drastique des crédits publics pour obliger les laboratoires à se tourner vers des financements liés aux projets industriels, et mise en place de dispositifs pour diriger la recherche publique en fonction de ces objectifs d'innovation, sont les mesures prises dans tous les pays industrialisés et qui retiennent directement l'attention des scientifiques. D'autres conséquences encore plus graves sur le long terme sont la disparition de champs entiers de la recherche fondamentale et le pilotage des concepts et théories scientifiques, pour

privilégier les technosciences et déprécier voire faire disparaître les théories plus globalisantes, contextualisantes, dangereuses pour la course aux innovations. Dans la foulée, des recherches qui seraient importantes pour la société, qu'il s'agisse de la lutte contre les maladies « des pauvres », des connaissances nécessaires à une meilleure maîtrise d'une agriculture durable et paysanne, ou des recherches sérieuses sur les énergies renouvelables, sont délaissées ou marginalisées. Les chercheurs s'émeuvent des aspects quantitatifs de ces mesures mais n'en voient le plus souvent ni les causes ni les effets qualitatifs, tout aussi néfastes. En France, le mouvement « Sauvons la recherche » (SLR) a rassemblé un nombre assez important de chercheurs et d'universitaires autour d'états généraux de la recherche faisant suite à une pétition ayant eu un succès sans précédent. En dépit d'une thématique « science et société », ils n'ont pas vraiment fait appel à la « société civile ». Aussi, après un peu de poudre aux yeux, les gouvernements continuent le dépeçage systématique de la recherche publique. De leur côté, les mouvements de transformation sociale s'émeuvent peu. La pétition de « Sauvons la recherche » a reçu un soutien de l'opinion publique, sans que cette opinion ait vraiment compris de quoi il s'agissait, et sans que les travailleurs scientifiques n'aient vraiment cherché à susciter la solidarité active avec la société civile. La plupart d'entre eux considèrent encore qu'il s'agit d'un problème qui les concerne seuls.

Pendant ce temps, la course au profit basée sur l'innovation, accumulait les dérives et les accidents liés à la volonté d'aller de plus en plus vite, sans se donner le temps de tout vérifier et sans se donner la possibilité d'examiner les possibles effets dommageables. Les affaires de sang contaminé, de maladie de la vache folle, ont alerté l'opinion et commencé aussi, paradoxalement, à créer et renforcer un sentiment « antisience » inconscient des véritables enjeux et responsabilités. Et cela

continue ! On commence à connaître les dangers des téléphones portables et des micro-ondes, on suspecte, sans que des recherches sérieuses n'aient été menées, que les nanoparticules pourraient être plus dangereuses que l'amiante, et les semences OGM menacent les écosystèmes et placent la nutrition mondiale entre les griffes prédatrices de quelques multinationales. Mais, mises à part quelques ONG spécialisées, le mouvement social ne se préoccupe pas ou très peu de tout cela, sinon lorsqu'il est bien trop tard, lorsque des scandales finissent par éclater... et encore ! Quant à ces ONG spécialisées, elles se préoccupent surtout des risques, du nucléaire aux OGM, et ne s'occupent que rarement de ce qui se passe en amont, des nouvelles fonctions attribuées à la recherche, de la « gouvernance » de la recherche par et pour le profit, qui pourtant grève l'avenir sur le long terme. Elles ne réalisent que rarement que la politique de la recherche d'aujourd'hui conditionne la nature de la société de demain. Le fossé entre travailleurs scientifiques et société civile se creuse, la méfiance réciproque est de mise, le mouvement social dans son ensemble se désintéresse de la question.

Certes, depuis le sommet de Lisbonne notamment, plusieurs organisations, (dont Espaces Marx en France, cf. publication 2006), ont commencé, à l'occasion par exemple des forums sociaux européens, à tenter d'attirer l'attention des mouvements sociaux et politiques tout en tâchant de promouvoir le dialogue entre travailleurs scientifiques et membres de la société civile. Mais leur action est restée marginale et le fossé est resté important entre les associations concernées de travailleurs scientifiques (comme l'INES ou la FMTS) et des ONG comme la Fondation science citoyenne, ou Greenpeace.

Cette année, la situation va peut-être changer et la prise de conscience monter. Le problème en effet se déplace vers le forum social mondial où une journée et demie sera consacrée, avant le forum, au thème « science et démocratie »

(les 26 et 27 janvier 2009). Il s'agit à la fois d'attirer l'attention des mouvements sociaux sur le fait que les problèmes de la science concernent toute la société, d'attirer l'attention des travailleurs scientifiques sur la nécessité de rejoindre les mouvements sociaux, et de promouvoir et renforcer le dialogue entre chercheurs et citoyens.

Cette journée est préparée dans divers contextes internationaux et a donné lieu à deux séminaires lors du FSE de Malmö. Cette nouvelle donne a modifié l'atmosphère de ces séminaires qui ont enregistré une participation nettement supérieure à celle du précédent forum social d'Athènes. Si chaque type d'organisation a conservé son point de vue, la nécessité du dialogue et de l'inter-compréhension s'est fait davantage sentir. Les scientifiques ont mieux fait entendre leur point de vue et les raisons pour lesquelles ils sont conscients que la lutte contre la marchandisation de la recherche ne se fera ni sans les citoyens ni sans les scientifiques, et ils deviennent conscients que le développement durable est incompatible avec les politiques de recherche mises en œuvre actuellement. Les ONG ont mieux cherché à montrer comment la démocratie citoyenne est aussi utile au développement de la science ; je citerai par exemple l'intervention de Patrick Mulvany faisant état d'un rapport très officiel (IAASTD) démontrant comment la faim dans le monde ne peut être éradiquée par la politique actuelle mais nécessite un développement de la paysannerie locale (agroécologie) qui, en retour, nécessite une profonde modification des priorités de la recherche telles qu'elles sont définies aujourd'hui sous la pression de Monsanto et consorts. *Non pas moins de recherche, mais plus de recherche et autrement.*

La défense du service public de la recherche comme une des conditions garantissant l'indépendance des chercheurs face aux pressions des marchés a également été mise en avant, ainsi que les liaisons étroites entre l'enseignement et la recherche. Et enfin on a

commencé à aborder le problème de la forme de l'intervention citoyenne, à lier science et démocratie. Le dialogue est important et difficile mais il ne suffira pas s'il ne débouche pas au niveau des décisions. C'est le problème de la démocratie participative et de l'articulation entre participation et institutions (cf publication EM 2008).

Janine Guespin-Michel

Professeure émérite de biologie, université de Rouen ;
Espaces Marx

Europe et migrations

Le réseau Transform!-Europe était présent lors des séminaires consacrés aux migrants, aux Roms, et à l'assemblée générale des migrants, durant le FSE de Malmö, via le Réseau international Frantz Fanon dont nous sommes partenaires.

Ensemble, nous étions initiateurs d'un séminaire intitulé « Frantz Fanon, Une actualité contre le choc des civilisations », et nous avons participé au séminaire consacré à la Conférence internationale contre le racisme, dite Conférence de Durban.

Quelle analyse pouvons-nous en tirer ?

Tout d'abord, constatons que la question « migrante » était, étonnamment, peu présente dans ce forum social en comparaison des précédents forums sociaux. Les séminaires consacrés à cette question étaient néanmoins de grande qualité et mettaient d'autant plus en évidence le décalage entre cette faiblesse interne à ce forum social et la place, centrale, stratégique, prise par la question « migrants » dans les politiques européennes. Le forum Migration tenu à Madrid peu de temps auparavant avait connu un grand succès, mobilisé beaucoup d'associations, de mouvements européens et africains.

Ouvrages d'Espaces Marx consacrés à cette question. (Collection Syllepse/Espaces Marx)

– *Le vivant entre sciences et marchés: une démocratie à inventer*, ouvrage collectif coordonné par Janine Guespin-Michel et Annick Jacq, 2006. (Les méthodes et les conséquences de la marchandisation de la recherche publique en biologie sont examinées par un collectif pluridisciplinaire de chercheurs).

– « Science et démocratie participative », Janine Guespin-Michel et Annick Jacq, chapitre in *Démocratie participative et transformation sociale*. Patrick Coulon coordinateur, 2008.

Mais nous ne pouvons considérer que ceci explique cela car, précisément, le rappel de l'importance du lien entre les questions migrantes et l'ensemble des questions sociales, démocratiques, politiques et culturelles, qui était central à Madrid, aurait dû avoir plus d'écho à Malmö.

La question migrante est certes un enjeu de solidarité mais cela va bien au-delà. Le type de démocratie, de rapports entre peuples s'y dessine. Elle est au cœur de l'affrontement entre les projets de société, entre la conception « libérale » de l'Europe et une conception altermondialiste.

La signature, depuis Malmö, du « Pacte Immigration-Asile » par les pays européens et par le Conseil de l'Europe en témoigne, moins de trois mois après l'adoption par le Parlement européen de la directive « retour ». Les mesures prises par les États européens s'inscrivent dans une logique d'enfermement et de criminalisation des étrangers. La détention est érigée en système, dans le cadre d'une redoutable harmonisation européenne de l'enfermement des migrants. Comme le dit le réseau Migr'Europe, « Les camps d'étrangers sont l'épicentre de multiples atteintes aux droits

fondamentaux. Ne laissons pas tirer sur eux un rideau de silence.»

Signalons que malheureusement seul le groupe GUE/NGL a mené un combat conséquent, dès la première lecture, contre le principe même de cette directive-retour. Ses actions et interventions contre la « forteresse Europe » ont d'ailleurs été saluées.

L'appel de l'assemblée générale des migrants du FSE à Malmö, appuyé par l'assemblée des mouvements sociaux, doit être relayé dans tous nos pays. Il est disponible sur le site du FSE. Le succès du « contre-sommet citoyen », tenu à Paris le 17 septembre 2008, conforte le calendrier d'initiatives décidé.

Le séminaire sur Frantz Fanon a lui aussi été réussi, à notre grande surprise, en dépit des annonces contradictoires sur le lieu et l'heure de sa tenue. Nous en concluons qu'il y a là un sujet pertinent, utile, sinon nécessaire au mouvement altermondialiste lui-même, et que le travail engagé doit se poursuivre, afin d'approfondir ce que doivent être l'antiracisme, la multiculturalité, la lutte contre les replis identitaires, contre la pseudo-théorie « du choc des civilisations ». Notre brochure « Lettres du Sud au Nord » a été diffusée, confirmant à Malmö le succès rencontré lors de la fête de *l'Humanité*.

Nous avons été très intéressés de constater une fois de plus—que ce soit lors de notre séminaire ou lors de celui consacré à la Conférence de Durban—que nombre de personnes partagent les mêmes questions, le même désir de chercher dans l'histoire de l'esclavage, de la déportation des Noirs

et du commerce triangulaire, ce qu'il en est aujourd'hui, dans notre monde mondialisé, des représentations, des rapports sociaux, du racisme et des discriminations. Bref, d'y puiser des réflexions et sources d'actions pour la démocratie, pour un autre monde. Il apparaît que si nombre de pays européens ont fait un travail sur l'histoire du fascisme (encore que...), la plupart ne font aucun travail sur ces cinq siècles de domination esclavagiste, puis colonialiste.

Ayant participé, du 7 au 17 octobre 2008 à Genève, au comité préparatoire de l'examen de la conférence internationale de Durban contre le racisme, j'ai à nouveau constaté l'enjeu éminent de ces questions.

En conclusion, il me semble que la coordination sur ces questions devrait être renforcée dans le Réseau Transform!. Nous devrions envisager une rencontre européenne.

Serge Guichard

Réseau international Frantz Fanon

Après le FSE 2008 de Malmö, quelques réflexions

Pour la première fois un forum social se déroulait dans un pays nordique, donc un peu excentré et plus difficile d'accès. Dans ce contexte, les 200 événements et près de 12 000 participants permettent de dire que celui-ci fut de bonne tenue.

La présence des syndicalistes européens, plus importante cette fois-ci que dans les épisodes précédents, a largement contribué au succès de cette édition. Pour preuve le nombre de séminaires organisés sous l'égide du réseau « labour & globalisation » et l'intérêt qu'ils ont suscité.

Cependant, la géographie des lieux n'a pas permis de créer une dynamique locale du forum, laissant beaucoup de participants se concentrer sur leur thème de prédilection, ne permettant pas les croisements et la transversalité qui créent l'âme d'un forum.

La première conséquence fut que la population locale ne s'aperçut de l'événement dans sa ville – petite cité provinciale au demeurant – que lors de la manifestation de clôture du forum.

La deuxième conséquence mérite une réflexion plus profonde liée à l'état des lieux des forums. La disposition des salles, leur dispersion, a servi de révélateur à un phénomène voulu et recherché collectivement : la mise en place de réseaux européens pour réfléchir, mobiliser, proposer des alternatives, agir ensemble. Nous sommes à un tournant des forums du fait de cette démarche. En effet, nous avons plutôt vécu des forums parallèles où chaque réseau travaillait dans son coin et où les croisements avec les autres n'ont pu se réaliser. En définitive, ce n'est pas la géographie qui a produit ce résultat mais la manière dont les forums ont évolué depuis Florence, sous la volonté des Assemblées européennes de préparation (AEP).

C'est la première leçon de Malmö : ne faut-il pas revoir la manière dont se déroulent les AEP où, de fait, les réseaux se structurent, effectuent le suivi de leur travail, envisagent dans leur coin les suites qu'ils donnent, mais où la transversalité s'élabore rarement ?

Mesurons dans le même temps ce que les forums ont permis de construire.

Par exemple, les réseaux « éducation » ou bien « migration » permettent la rencontre d'acteurs sociaux qui se fréquentaient peu auparavant. Ils ont construit des réponses aux enjeux et été à l'initiative de mobilisations qui comptent.

C'est un acquis fondamental du processus des forums, que les difficultés actuelles ne doivent pas masquer.

Le réseau « labour & globalisation » où coopèrent syndicats, membres de la CES et ceux qui n'y sont pas, et associations est un lieu précieux pour la réflexion et l'action.

Précisément, la question sociale a de ce fait été plus présente lors du FSE 2008.

Nous connaissons les deux conceptions de la définition des normes sociales qui s'opposent en Europe. Nous considérons, comme de nombreux pays, que les droits sociaux doivent être définis *a minima* par la loi et augmentés par le biais de la négociation collective de branche et d'entreprise. Les syndicats nordiques, eux, s'appuient sur leur capacité à négocier directement dans les entreprises, sans préalable de loi nationale, et à y obtenir de très bonnes conventions collectives.

La donne a désormais changé après les quatre récents arrêts de la Cour de Justice des Communautés européennes (CJCE). Plusieurs séminaires et ateliers ont été utiles mais montrent avant tout qu'il nous faut poursuivre les débats.

Nous sommes au moins d'accord sur le constat partagé par tous, y compris les syndicalistes suédois ou danois qui sont intervenus dans les débats : les compétences de l'Union européenne n'intègrent pas le social alors que les directives économiques ont des conséquences sociales lourdes, tant sur les conditions de travail que de rémunération, dans tous les pays de l'Union.

La qualité des échanges provient d'abord de la place importante des syndicalistes dans ce forum et du nombre d'initiatives qu'ils ont su organiser à Malmö.

Cela amène une deuxième interrogation : comment aider la CES, en tant que telle, à prendre toute sa place à la fois dans le processus et dans l'instant forum ? Le fait que quelques affiliés, la CGT et sa Fédération des travailleurs de la métallurgie, la CGIL, la FGTB et, la CSC, l'IG Metall, soient des acteurs majeurs depuis l'origine, est certes une forme d'implication, mais tout comme au niveau mondial la CSI (Confédération syndicale internationale) participe au processus FSM (Forum social mondial), la CES ne devrait-elle pas, ès qualité, s'investir ?

Ce serait le meilleur service à rendre pour renforcer le mouvement syndical européen, lui permettre de se confronter aux associations, organisations avec lesquelles il dialogue rarement et qui agissent à leur manière dans un objectif convergent.

C'est en conclusion là que se joue l'avenir des forums sociaux européens mais aussi dans une certaine mesure celui du syndicalisme dans son rapport à la jeunesse et à la société : la rencontre du syndicalisme européen *via* sa Confédération et des autres acteurs sociaux pour travailler ensemble, chacun à sa place, à construire une autre Europe, solidaire, sociale, écologique, c'est-à-dire au service du développement humain durable, d'une mondialisation du progrès social et non plus au service des grands groupes capitalistes pour qu'ils maximisent leur profit en exploitant partout les êtres humains et la nature.

Christian Pilichowski

Responsable de l'activité internationale de la FTM CGT (la CGT métallurgie).